

Vivre l'HISTOIRE ensemble!

— Numéro 7 • mars/avril 2021 • Prix : 5€ —

P.9

VILLERS COTTERÊTS



PROPOSITIONS POUR LA CITÉ
INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE

LE FRANÇAIS EN PARTAGE P.6

Une ONG pionnière



Denys FERRANDO-DURFORT

P.3



INTERVIEW DE ABDOURHAMANE
KOITA, CONSUL GÉNÉRAL
DU SÉNÉGAL À MARSEILLE

Patrick REMM P.32

Président des Gueules
Cassées





Le Carrefour des Acteurs Sociaux est heureux et fier de vous présenter le numéro 7 de *Vivre l'Histoire ensemble !* consacré à la Francophonie.

De fait, depuis sa création en 2004, le Carrefour accorde à la défense et à la promotion de la langue française une part importante de ses activités. A travers la langue, c'est non seulement un mode d'expression qu'il s'attache à honorer et à développer mais aussi une manière de penser, une vision du monde et plus généralement une civilisation fondée sur des valeurs et des événements légués par l'Histoire.

Avec son Pôle Francophonie, le Carrefour a initié, seul ou en partenariat, de nombreux projets.

Aujourd'hui, il est totalement mobilisé par la future Cité internationale de la Francophonie appelée à s'installer dans le Château de Villers-Cotterêts. A cette fin, en association avec *Avenir de la langue française* et la *Biennale de la langue française*, il a puissamment contribué à la réalisation du catalogue des propositions destinées à donner corps et vie à cette nouvelle institution.

Au fur et à mesure de son élaboration, ce catalogue a fait l'objet d'une présentation, une première fois, en 2018, à la délégation de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Paris et une seconde fois, en 2019, au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie, toujours à Paris.

Aussi est-ce tout naturellement que les 30 propositions désormais arrêtées forment un

cahier spécial inséré au cœur du présent numéro.

Mais la Francophonie, c'est aussi l'espace francophone que suit plus spécialement le Partenariat eurafricain. Depuis plusieurs années maintenant, en coopération avec l'association *Le français en partage*, celui-ci s'attache à fournir des livres en français pour des bibliothèques de pays africains. Ainsi viennent d'être conclus des conventions avec la Faculté de Médecine de Toamasina à Madagascar et l'Université de la Corne à Boroma au Somaliland, tandis que des conventions sont en préparation avec l'Académie militaire d'Antananarivo à Madagascar et l'Université de Yaoundé au Cameroun.

Dans le sillage de cette action, face au drame qui a frappé Beyrouth à l'été 2020 et à la crise économique et sociale qui a embrasé tout le Liban, le Carrefour s'est également mobilisé pour la défense de l'enseignement dans ce pays encore largement francophone. A ce titre, il a lancé une campagne de soutien à la constitution de la bibliothèque numérique de l'Université du Saint-Esprit à Kaslik (USEK).

Enfin, il convient de appeler que la vocation du Carrefour des acteurs sociaux, plus encore que de porter des projets, est de valoriser les initiatives des membres de son réseau. Et celles-ci ne manquent pas dans la Francophonie comme s'en fait également l'écho cette dernière livraison de *Vivre l'Histoire ensemble !*

C'est donc une lecture des plus attentives à laquelle je vous invite maintenant, sûr que l'utilité des informations dont vous prendrez connaissance se doublera du plaisir de les découvrir en attendant peut-être de les soutenir.

Patrice VERMEULEN
Secrétaire général

- P. 2 : Éditorial par Patrice Vermeulen
- P. 3 : Interview de S.E. Abdourhamane Koita, Consul général du Sénégal à Marseille
- P. 4 : Diasporas et leur ennemi par Hervé Nyam et Joël Broquet
- P. 5 : Un projet ambitieux par le Dr Akomndjia Avom Vincelline Juriste-Enseignante Conseiller Culturel à l'Ambassade du Cameroun en France
- P. 6 : Une ONG pionnière par Denys Ferrando-Durfort Président-Fondateur du Français en Partage
- P. 7 : Deux points de vue : Jean Marie Rousseau et Jean Baubérot
- Pp. 9 à 24 : Catalogue des propositions pour la Cité internationale de la Francophonie, coordonné par Catherine Distinguin, présidente de ALF
- P. 25 : Plaidoyer pour le livre par Souleymane Diarra, conseiller culturel à l'ambassade du Mali
- P. 28 : La Plate-forme des diasporas : ses objectifs
- P. 31 : L'action de l'A.I.C.S. au Ghana
- P. 32 : Interv. de Patrick Remm, Président des Gueules Cassées, administrateur de la Fédération Nationale André Maginot

Vivre l'Histoire Ensemble ! - impression : imprimerie CYAN 12

Editeur : Carrefour des Acteurs Sociaux : dircas.mbox@cas-france.org Tél 06 16 58 06 00

Directeur de la publication : Joël Broquet

Titre enregistré à l'INPI

Réalisation graphique : Davide Quaglio Cotti

Comité de rédactions : Paul Astolfi, Eric Fous, Christophe Jussac, Saholy Letellier-Razanabololona, Maciej Morawski, Hervé Nyam, Michael Restier, Patrice Vermeulen, Pierrick Hamon.

Régie publicitaire : Philippe Youyou, 14, rue Chevreul - 75011 Paris - Tél 06 07 31 08 96

CHÂTEAU DE VILLERS-COTTERÊTS



© Denis Clijksman, Inrap

**DES PROPOSITIONS
POUR
LA CITÉ INTERNATIONALE
DE LA FRANCOPHONIE**

LISTE DES PORTEURS DE PROJETS (*)

Jean-Claude AMBOISE – Avocat à la cour d’appel de Paris, chargé d’enseignement et conférencier

Nicolas BACAËR – Association Francophonie Avenir (A.FR.AV)

Joël BROQUET – Carrefour des Acteurs Sociaux (CAS) - Partenariat Eurafriquein

Marianne CONDÉ SALAZAR – Chambre de Commerce et d’Industrie Paris IDF

Bernard EMONT – Universitaire – Paris Québec et fondateur du CEQFAN

Gérard GALTIER – Universitaire

Rainer GEIGER – Avocat

Jean-Paul GOURÉVITCH – Consultant international sur l’Afrique et les migrations

Ange GRAVELOT - Réalisateur de films, président de la société Fvolution

Denis GRIESMAR – Universitaire et traducteur

Salah GUEMRICHE – Essayiste et romancier

Philippe KAMINSKI – Statisticien et spécialiste d’Économie sociale

Jacques LEGENDRE – Ancien ministre, sénateur honoraire

Saholy LETELLIER – Universitaire

Yves MANSUY – Retraité de la fonction publique

Yves MONTENAY – Universitaire

Michel MOURLET – Écrivain, journaliste et théoricien de l’audiovisuel

Gérard PELLETIER – Data Franca

Claire PRENDKIS – Écrivain, poète, auteur de Théâtre

Alain RIPAU – Francophonie Force Oblige (FFO)

Jean-Marie ROUSSIGNOL – Institut de Coopération avec l’Europe orientale (ICEO)

Sonia SALAZAR ZEA – Chargée de projets Ministère de la Culture

Albert SALON – Avenir de la langue française (ALF)

Cheryl TOMAN/ Catherine DISTINGUIN – Biennale de la langue française

Christian TREMBLAY – Observatoire européen du plurilinguisme (OEP)

Collectif d’artistes lyriques et musiciens constitué d’Isabelle ABOULKER, François LE ROUX, Henri MADELENAT, Bruno ORY-LAVOLLÉE

(*) La présente liste est établie selon l’ordre alphabétique des signataires. Chaque contribution est assortie d’une notice biographique des auteurs.

MISE EN VALEUR À L'INTERNATIONAL DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Chaque année, le monde francophone célèbre la journée internationale de la Francophonie le 20 mars. La Délégation générale à la langue française et aux langues de France propose « Dix mots » ainsi que d'autres événements culturels, qui sont au rendez-vous à l'Université de Rouen-Normandie et au musée de Tadio (Madagascar) pendant la semaine du bilinguisme. Dans le cadre de ces manifestations, les actions menées sont présentées non seulement en France et à Madagascar mais aussi dans d'autres pays francophones ou ayant un intérêt pour la langue française. La Semaine de la Francophonie réunit autour du 20 mars, chaque année, à l'Université de Rouen Normandie, près de 200 élèves, étudiants, enseignants,

chercheurs, conservateurs de musées amoureux des mots francophones.

La semaine du bilinguisme réunit quant à elle, au musée de Tadio, plus de 500 élèves et étudiants, enseignants en Alliances françaises et établissements d'enseignement supérieur de Tadio, des villes de province et de la capitale Antananarivo.

Ces actions menées en commun participent à l'élaboration de projets communs avec d'autres pays francophones (concours d'éloquence, cahiers de la semaine de la francophonie sur les Dix mots, 80 ans de la deuxième guerre mondiale). Elles participent à la promotion et à la valorisation du tourisme local au musée de Tadio pour développer l'attractivité du territoire, organiser des événements culturels

francophones et offrir des stages au musée pour les étudiants désireux de compléter leur cursus par une expérience à l'international.

Proposition pour la Cité internationale de la Francophonie à Villers-Cotterêts : Inscrire nos travaux sur les échanges entre pays francophones, dans les propositions destinées à la future Cité internationale de la Francophonie, à savoir des travaux fondés sur des actions concrètes qui contribuent au renforcement des liens entre pays du Nord et pays du Sud et qui permettent notamment aux jeunes d'être porteurs et acteurs de projets de défense de la langue française.

Saholy LETELLIER

Saholy LETELLIER est enseignante à l'Université de Rouen Normandie et directrice fondatrice du Musée des Deux Guerres à Tadio (Madagascar).

LANGUES ET INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Devant le recul constant de l'usage du français au sein des institutions européennes il convient de réaffirmer la place des grandes langues européennes (*autres que l'anglais qui n'aura plus le statut de langue officielle au sein de l'UE*) en veillant notamment à renforcer l'usage du français et de l'allemand comme langues de travail de l'Union européenne, particulièrement au sein des Directions générales de la Commission européenne (CE) et de ses agences exécutives. Différentes mesures devraient être prises en ce sens :

- obtenir qu'au moins 1/3 des directives prises par la CE **soient initialement rédigées en français** puis traduites;
- veiller que les notes de cadrage adressées par la Commission européenne à la Direction du Trésor à Bercy soient rédigées en français;
- S'assurer que la langue française soit au minimum traitée à parité avec la langue anglaise dans les négociations commerciales multilatérales menées par l'UE, post Brexit;
- Dans le cadre du programme européen d'aide à la coopération universi-

taire et de recherche Erasmus Mundus, s'assurer que les cursus intégrés de niveau Master ou doctoral, selon les appels d'offre, ne se fassent pas exclusivement en anglais;

- Dans le cadre du Partenariat UE/Pays africains veiller à ce que les Etats africains francophones puissent répondre en langue française aux appels à proposition de financement de l'UE.

- Prévoir dans le calcul du montant des rémunérations des personnels décisionnaires des institutions européennes une variante prenant en considération la dimension linguistique des travaux de ces institutions en veillant à ce que le principe de pluralisme linguistique soit respecté notamment pour les langues de travail de l'UE.

Audiovisuel - Publicités

Afin de lutter contre l'emprise grandissante du *Global business english* il convient de repenser la place de la langue française sur les chaînes de télévision et radios du service public et de revoir les missions dévolues au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et à l'Agence de régulation de la publicité. Dans cette perspective un pôle de réflexion chargé de faire des propositions

pourrait être créé au sein de la Cité internationale de la Francophonie.

Quelques pistes possibles :

- Associer les associations de soutien à la langue française, réunies en collectif, au processus de nomination des directeurs de chaîne de télévision et de radio du service public;
- Prévoir pour les personnes occupant ces fonctions une lettre de mission fixant un certain nombre d'objectifs en matière de soutien à la langue française concernant la dénomination des émissions, la programmation musicale devant privilégier la variété française et/ou d'expression francophone;
- Revoir le cahier des charges de ces deux instances pour un contrôle renforcé de l'application de la loi Toubon dans le domaine de l'audiovisuel et de la publicité;
- Etablissement d'un bilan annuel de l'intervention de ces 2 autorités indépendantes en faveur du respect de l'emploi de la langue française dans le domaine de l'audiovisuel et de la communication publicitaire.

Yves MANSUY

Retraité de la fonction publique